

ROULER EN TOUTE LIBERTÉ



DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LA PRATIQUE DU 4X4, ET PLUS GÉNÉRALEMENT DES LOISIRS VERTS MOTORISÉS, EST AU CŒUR DE BIEN DES DÉBATS. SI CIRCULER SUR LES CHEMINS EST UN DROIT, ELLE EST NÉANMOINS SOUMISE À CERTAINES RÈGLES QU'IL CONVIENT DE RESPECTER POUR VOTRE BIEN, MAIS ÉGALEMENT POUR CELUI DE TOUS LES AMOUREUX DE LOISIRS MOTORISÉS.

Selon l'article L. 362-1 du code de l'environnement, dite loi Lalonde de 1991 : « En vue d'assurer la protection des espaces naturels, la circulation des véhicules à moteur est interdite en dehors des voies classées dans le domaine public routier de l'état, des départements et des communes, des chemins ruraux et des voies privées

ouverts à la circulation publique des véhicules à moteur. » De ce texte de loi, on peut donc ressortir deux grands principes. Le premier était que, sauf exception, le hors-piste est interdit. Le second, que la circulation est autorisée sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, tant qu'une signalisation réglementaire ou une barrière n'en interdit pas l'accès. Sur ce point, la désormais

tristement célèbre circulaire Olin du 6 septembre 2005 est venue introduire la notion de « carrossabilité », qui a été à l'origine d'une forte hausse des verbalisations, souvent abusives. C'est après une forte mobilisation du Codever, qui a soutenu une proposition du député de Lozère Francis Saint-Léger, que les choses ont évolué pour aboutir à un amendement en décembre 2011. Celui-

ci, qui avait pour but de clarifier la circulation des engins motorisés, a reçu le soutien de quelques 180 députés et du Ministre des Sports de l'époque, David Douillet. Il a finalement été signé par la Ministre de l'Écologie et des Transports Nathalie Kosciusko-Morizet, ce qui a permis de supprimer la notion controversée de « carrossabilité », pour revenir aux fondamentaux de la « loi Lalonde » de 1991.

L'AMENDEMENT DU 13 DÉCEMBRE 2011

La suppression de la notion de carrossabilité étant actée, toutes les routes et tous les chemins ouverts à la circulation peuvent être empruntés, et seul le hors-piste est totalement interdit, tout comme la circulation sur les chemins pri-



LES PANNEAUX

Sur toutes les voies ouvertes à la circulation publique, la signalisation doit répondre à différents textes réglementaires. Parmi ceux-ci, l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 ainsi que l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR). L'article 11 de cet arrêté stipule que : « l'emploi d'autres panneaux que ceux qui sont définis dans le présent arrêté est strictement interdit ». L'article 14-1 de l'IISR précise : « l'emploi de signaux d'autres types ou modèles que ceux qui sont définis dans la présente instruction est interdit. » Dans la pratique, bon nombre de panneaux d'interdiction sont souvent non conformes. Il faut donc comprendre que tous les panneaux « bricolés » ne sont pas légaux.



CE QUI CHANGE

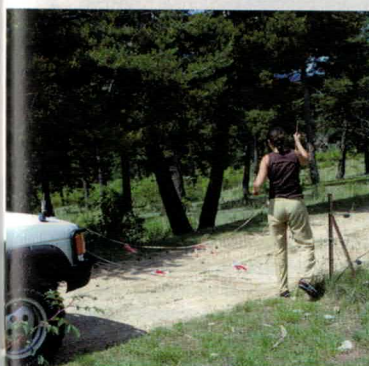
Seul le hors-piste est strictement interdit. Les véhicules à moteur peuvent librement circuler sur les routes et les chemins ouverts à la circulation publique. Les chemins ruraux sont affectés sans condition d'état à la circulation publique des véhicules à moteur, sauf réglementation locale spécifique. Les propriétaires privés sont seuls à décider s'ils ouvrent ou non à la circulation publique des véhicules motorisés leurs chemins privés ou d'exploitation. Le Ministère recommande formellement de matérialiser cette décision sur le terrain, pour éviter toute ambiguïté et tout litige. Les agents assermentés devront prioritairement rechercher les infractions caractérisées : circulation hors-piste et circulation sur des voies clairement signalées comme interdites.

CE QUI NE CHANGE PAS

Sont toujours interdits :

- Les sentiers manifestement destinés à la randonnée pédestre en raison de leur étroitesse (Ndlr : sauf bien sûr si ce sont des chemins ruraux : à vérifier préalablement sur le cadastre).
- Les tracés éphémères (chemins de débardage ouverts et utilisés par les tracteurs pour la seule durée de l'exploitation d'une coupe, aux seules fins de tirer le bois exploité hors de la parcelle).
- Les bandes pare-feu créées dans les massifs forestiers pour éviter la propagation des incendies.
- Les itinéraires clandestins qui, à force de passages répétés, créent au sol une piste alors que le propriétaire n'a jamais eu l'intention de créer un tel chemin à cet emplacement.
- Les emprises non boisées du fait de la présence d'ouvrages souterrains ou aériens (canalisations, lignes électriques...), du couvert environnemental (bandes enherbées...), ou ouvertes pour séparer des parcelles forestières (lignes de cloisonnement).

vés non ouverts à la circulation par leurs propriétaires. Cet amendement demande à ces propriétaires privés de décider s'ils ouvrent ou non leurs chemins à la circulation des engins terrestres motorisés. De plus, le Ministère recommande formellement de matérialiser cette décision par la pose d'un panneau. Dommage qu'il ne s'agisse que d'une recommandation et non d'une obligation, ce qui aurait évité tout risque de confusion à l'entrée de ces chemins. Sauf quelques exceptions, on peut dire que tout chemin ne comportant pas, à son entrée et à sa sortie, un panneau officiel en interdisant l'accès, peut être emprunté. À condition bien entendu qu'il s'agisse effectivement d'un chemin répertorié comme tel par le cadastre. Sont donc exclus de ce droit de circulation les sentiers, ou encore les tracés éphémères ayant servi à un usage particulier. ■



LES 10 CONSEILS DU CODEVER

- 1 Le tout-terrain se pratique sur les chemins et dans les sites adaptés. Les limitations de circulation sur les chemins ruraux doivent faire l'objet d'un arrêté municipal ou préfectoral conforme à la loi. Elles doivent obligatoirement être signalées à l'entrée de la voie par un panneau conforme au code de la route.
- 2 Pas de hors-piste. Il est rigoureusement interdit de sortir des chemins, qui doivent généralement présenter au minimum la largeur d'une voiture.
- 3 Ne prenez pas la randonnée pour une compétition. Comme sur la route, la vitesse excessive et le défaut de maîtrise de son véhicule peuvent être dangereux et sanctionnés.
- 4 Soyez courtois avec les riverains, les exploitants agricoles ou forestiers, et les autres randonneurs. Certains usagers cherchant le calme peuvent être surpris par votre passage. On croise les promeneurs au ralenti, et on arrête les moteurs le temps du passage des cavaliers. Roulez de préférence en petit groupe. Un salut et un sourire ne gâchent rien !
- 5 Respectez les espaces naturels, les propriétés privées et les cultures. Les cultures sont le gagne-pain des agriculteurs, et les espaces naturels sont notre bien à tous. Les respecter, c'est aussi préserver notre activité.
- 6 Respectez l'état des chemins et leurs abords. Ceux-ci sont sensibles à l'érosion et aux conditions humides. En tenir compte, c'est respecter les communes qui ont la charge de leur entretien, mais aussi les autres usagers.
- 7 Roulez avec un véhicule propre, conforme et silencieux. La réglementation est la même que sur la route. Vous devez posséder le permis de conduire adéquat et valide. La carte grise doit être en règle. Le véhicule doit être assuré, immatriculé, et muni des divers équipements conformes au code de la route : éclairage, clignotants, rétroviseurs... Bannissez avant tout la pratique du pot d'échappement « bidouillé ».
- 8 Adaptez votre conduite et les équipements nécessaires aux conditions climatiques. Les chemins peuvent présenter des conditions d'adhérence extrêmement précaires en fonction du temps. Il vous appartient donc d'équiper votre véhicule de façon adéquate et parfois de vous abstenir...
- 9 Respectez la réglementation. Face à une barrière, un panneau d'interdiction conforme au code de la route ou signalant le caractère privé d'un chemin, changez d'itinéraire. En cas de verbalisation, vous seriez indéfendables et les amendes peuvent être très lourdes...
- 10 Soyez bien assurés. Outre l'assurance de votre véhicule, une « garantie protection juridique » est indispensable, afin d'être assisté gratuitement d'un avocat en cas de verbalisation abusive. En adhérant au Codever, vous bénéficiez automatiquement de cette assurance.

